

Je pense que c'est un rôle important que le gouvernement doit jouer, mais je dois dire que malheureusement, le parti du député regarde toujours d'abord en direction du gouvernement quand se présente une bonne idée qui semble pouvoir rapporter un rendement économique intéressant.

Le gouvernement ne saurait continuer à essayer de jouer le rôle de spéculateur et d'entrepreneur. Nous avons de graves problèmes dans certaines parties du pays où il n'y a pas de marchés naturels, où il est difficile d'attirer les entreprises. C'est pourquoi l'aide au développement économique régional est si importante.

La question du député est complexe. Veut-il dire que le gouvernement devrait assumer l'entière responsabilité? Nous avons des programmes et nous sommes tout à fait disposés à jouer un rôle pour encourager les technologies locales. Il y a de nombreux programmes au gouvernement, y compris au ministère de l'Environnement, pour encourager la mise au point de nouvelles technologies environnementales. En fait, c'est l'un des thèmes abordés dans le discours du Trône.

Toutefois, ce dont je parle aujourd'hui—le problème de la dette et la présence du gouvernement parmi les emprunteurs importants sur les marchés de capitaux—concerne directement la question du député, à savoir qu'on se tourne vers le gouvernement pour régler le problème que lui-même a créé dans son endettement, c'est-à-dire la rareté des fonds disponibles pour le secteur privé de notre pays.

**Mme Langan:** Monsieur le Président, je sais gré à la députée de son exposé. Elle m'a beaucoup rassérénée dès le début de son discours lorsqu'elle a signalé que ce budget porte sur la pauvreté. J'avais hâte de l'entendre nous dire comment ce budget aborde la pauvreté d'une façon positive. Puis elle a décrit la triste réalité du nouveau déficit dont nous avons pris l'habitude et a demandé si cette dette énorme était l'héritage que nous devons laisser aux générations futures. Ayant évoqué cette annonce qu'a reproduite le *Globe and Mail* et qui représente un bébé enchaîné à un boulet, elle a dit que nos petits-enfants risquaient d'être ainsi enchaînés à un boulet fiscal, ce qui m'a amené à conclure que le gouvernement préférerait vraisemblablement obliger aujourd'hui nos enfants à assumer le fardeau de cette dette, de façon qu'ils n'aient pas à s'en soucier à l'avenir.

### *Le budget—Mme K. Campbell*

J'aimerais poser à la députée plusieurs questions. Parlant des programmes de formation, elle a déclaré que nous n'avions pas les moyens de retirer les femmes de la population active. Du même souffle, elle a déclaré que le gouvernement avait décidé de surseoir au troisième volet du programme de garderie. J'aimerais lui demander si nous avons les moyens de nous passer de services de garderie d'excellente qualité, de réduire les programmes sociaux et d'en subir les conséquences au cours des prochaines années alors que nos petits vivront leur enfance et leur adolescence privés de toute surveillance et d'appui social, alors que le gouvernement a notamment décidé de hausser l'impôt sur certains services comme celui de l'orientation familiale.

J'aimerais également demander à la députée quelles répercussions ces réductions de programmes risquent d'avoir sur la société. Elle a parlé de la nécessité de ne pas léguer cette dette aux générations futures, ajoutant qu'il était facile d'hypothéquer l'avenir de nos enfants parce qu'ils n'ont pas voix au chapitre. J'ai déjà dit à la Chambre et je le répète qu'il est facile de dépouiller nos enfants de leurs programmes parce qu'ils n'ont pas voix au chapitre eux non plus.

La députée pourrait-elle nous dire pourquoi le gouvernement a fixé son choix sur les programmes sociaux, et non pas sur des programmes fiscaux qui toucheraient toutes les sociétés qui réalisent des bénéfices? J'entends par là l'ensemble des 89 000 sociétés, y compris les banques.

**Mme Campbell (Vancouver-Centre):** Monsieur le Président, la députée qui vient de formuler ce commentaire pose de nombreuses questions. Je vais tenter de répondre à celles qui me semblent les plus importantes. Quant à la dernière observation au sujet de la fiscalité des sociétés, je me demande si le parti de la députée estime qu'il faudrait interdire aux sociétés de reporter leurs pertes. Voilà une autre question.

• (1140)

Dans l'exposé budgétaire, le ministre des Finances (M. Wilson) a précisé que le gouvernement allait atteindre ses objectifs en matière de services de garderie avant la fin de son mandat. Toutefois, comme l'a dit le premier ministre (M. Mulroney) au moment de la présentation du projet de loi sur les garderies pendant la dernière législature, projet de loi auquel le Sénat n'a pas donné suite, nous ne pouvons pas accomplir en quatre ans ce qui n'a pas été fait en 20 ans. Il reste que le gouvernement fédéral consacre d'importantes sommes aux services de garde d'enfants compte tenu qu'il paie la moitié de toutes